



CETA, le cheval de Troie du TAFTA : des mobilisations dans toute la France du 4 au 25 juin

Face à la propagande forcenée des promoteurs du CETA, gouvernement français en tête, la tournée nationale d'un immense cheval de Troie en dénoncera les dangers, à partir du samedi 4 juin à Paris et tout au long du mois de juin dans une douzaine de villes de France.

Communiqué de Presse

Le Collectif Stop Tafta organise, avec le "pole anti-CETA/TAFTA NuitDebout Paris", une journée de mobilisation, samedi 4 juin à partir de 14h sur la place de la République¹, qui marquera le point de départ d'une tournée nationale dans une douzaine de grandes villes françaises².

Le symbole du cheval de Troie, qui désigne les dangers dissimulés dans une apparente bonne nouvelle, a souvent été utilisé pour dénoncer les risques liés au traité de libre-échange en cours de négociation avec les États-Unis, le TAFTA. Ce même symbole est d'autant plus pertinent au sujet du traité équivalent négocié avec le Canada (le CETA), dont la négociation est conclue et que la Commission européenne espère rapidement faire signer et ratifier. Les autorités françaises sont pleinement favorables à ce traité, arguant des nouveaux marchés qu'il ouvrirait aux PME et agriculteurs français.

Pour Johan Tyszler de l'association Aitec, « alors qu'il charge le traité avec les États-Unis de tous les maux, le gouvernement français fait une promotion éhontée du CETA, qui contient pourtant les mêmes dangers : une juridiction spéciale pour les investisseurs face aux États, le mécanisme de coopération réglementaire qui menace nos normes sanitaires, environnementales et sociales, la suppression des droits de douane agricoles. C'est aberrant. »

Comme le rappelle Thomas Borrell des Amis de la Terre, « aujourd'hui on veut faire croire que le CETA respecte et protège l'agriculture française alors qu'il va mettre en compétition paysans français et européens au profit des multinationales. C'est un leurre grossier car la reconnaissance sur le marché canadien d'une poignée d'"Indications Géographiques" ne protégera pas les éleveurs français d'une baisse des prix liée, par exemple, aux importations détaxées de viande canadienne, ni les consommateurs de méthodes sanitaires et technologiques inacceptables en Europe, par exemple sur les OGM ou le rinçage et le traitement chimique des viandes.»

Le Collectif StopTAFTA, qui regroupe 75 organisations de la société civile et partis politiques, entend bien multiplier les initiatives tout au long du mois de juin et lors des différentes étapes de la tournée du cheval de Troie géant, pour alerter l'opinion publique française sur la réalité du CETA, dont la ratification faciliterait l'introduction du TAFTA, quel que soit le double discours du gouvernement.

Contact :

Johan Tyszler, co-animateur Stop TAFTA, johan.aitec@reseau-ipam.org
06 75 52 22 37

¹ Voir le programme complet de la journée du 4 juin sur <https://www.facebook.com/events/283325425334038/>

² Après cette journée thématique à Paris, l'immense cheval gonflable sera successivement installé à Caen, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Marseille, Nîmes, Grenoble, Lyon, Chambéry, Dijon, Nancy et Lille, programme consultable sur collectifstoptafta.org

Contexte

Cette nouvelle mobilisation interviendra seulement 48h après une tournée à Bruxelles et à Paris de la ministre canadienne du Commerce international, Chrystia Freeland, au cours de laquelle elle a plaidé pour une entrée en vigueur rapide de l'accord de libre-échange avec son pays (Voir : <http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=1078179>).

Le CETA sera probablement à l'ordre du jour du Conseil européen des affaires étrangères les 20 juin et 18 juillet, et la Commission espère, d'ici le Conseil des 22 et 23 septembre, obtenir la signature des 28 États membres pour ensuite le soumettre à la ratification du Parlement européen à partir d'octobre ou novembre. En parallèle, la Commission entend toujours faire avancer les discussions sur le TAFTA, et demandera les 28 et 29 juin aux chefs d'États et de gouvernements européens de confirmer le mandat qui lui a été confié en 2013, juste avant un nouveau round de négociations prévu à Bruxelles le 18 juillet.